

REPUBLIQUE DU BURUNDI
Dar Es Salaam le 12/02/97
PARTI SAHWANYA-FRODEBU
CABINET DU PRESIDENT

A Son Excellence ARAP MOI
Président de la République du
KENYA

à
NAIROBI

Objet: La crise meurtrière au Burundi

Excellence Monsieur le Président,

Nous avons l'insigne honneur de nous adresser à Votre plus haute autorité pour Vous faire part de nos préoccupations sur les graves événements qui se passent au Burundi. En effet, Excellence Monsieur le Président, Vous avez été désigné par vos pairs lors du dernier sommet de Nairobi le 16-12-1996, pour suivre de près et trouver une solution à la crise des Grands Lacs.

Excellence Monsieur le Président,

En ce qui concerne le cas du Burundi, il s'avère que la situation est devenue tellement grave que nous ne pouvions pas garder le silence. Qu'il Vous souvienne Excellence Monsieur le Président que depuis le putsch du 21 octobre 1993, au cours duquel l'armée monoethnique tutsi burundaise a massacré sauvagement ceux qui avaient été élus démocratiquement par le peuple pour diriger le pays, dont le Président de la République, Son Excellence NDADAYE Melchior, le Président de l'Assemblée Nationale Honorable KARIBWAMI Pontien et leurs proches collaborateurs, les sources dignes de foi indiquent que plus de 240.000 personnes ont depuis été tuées par l'armée burundaise.

Plus de 500.000 personnes ont du fuir leur pays et sont réfugiées soit en Tanzanie, soit encore au Zaïre. Toutes ces personnes, adultes, enfants, femmes, vieillards, sont victimes de la barbarie de l'armée tribalo-terroriste monoethnique burundaise, parce qu'elles ont osé la braver en optant pour la démocratie.

Le 25 juillet 1996, le grand perdant des élections de 1993, le major BUYOYA Pierre, en collaboration avec cette armée rebelle, a décidé de renverser par la terreur des armes tout ce qui restait des institutions qui avaient été mises en place par les élections de juin 1993. Ceux qui hier croyaient que le Major BUYOYA était un démocrate et un homme d'Etat et de paix doivent

se rendre avec nous à l'évidence. BUYOYA n'est ni démocrate, ni un homme d'Etat, et encore moins de paix. C'est un homme d'une ambition personnelle démesurée et d'une arrogance sans pareil, qui ne recule devant rien pour pérenniser ce système d'apartheid noir dont il est un pur produit, même si cela doit arriver à l'extermination totale de tout un peuple.

Des sources concordantes et fiables, dont la plupart des milieux religieux et des ONG, indiquent que en moins de 2 mois cette junte tribalo-terroriste vient de massacrer plus de 10.000 personnes dont:

- 3.300 personnes dans la province de Kayanza au Nord du pays, certains milieux avançant même un chiffre plus grand (6.000),
- 1.100 personnes en commune de Mbuye, province Muramvya,
- 300 personnes dans la commune Butaganzwa en province de Ruyigi,
- 126 personnes en province de Muyinga qui rentraient des camps de réfugiés de la Tanzanie,
- 100 personnes en commune Rutegama dans la province de Muramvya,
- 30 personnes de la province Cibitoke, toutes des femmes, des enfants et des vieillards, récemment rapatriés du Zaïre, viennent d'être égorgés par l'armée tribalo-terroriste.

Tous ces massacres font suite à plus de 40.000 personnes déjà massacrées par BUYOYA et sa junte depuis son Coup d'Etat du 25 juillet 1996, sous prétexte de faire la chasse aux rebelles. Devant l'évidence des tueries, la junte militaire de Bujumbura a avoué pour la première fois sa pleine responsabilité des massacres de plus 126 réfugiés qui rentraient au pays en provenance de la Tanzanie.

Tous ces chiffres sont en dessous de la réalité. En effet, les massacres intensifiés ces derniers jours par cette armée tribalo-terroriste, passent souvent inaperçus du fait que la junte militaire a chassé toute personne qui pourrait la dénoncer. Il s'agit là d'un véritable génocide planifié et exécuté par la junte militaire, mais qui malheureusement n'émeut personne.

Ces derniers temps, en plus de ces tueries, le major BUYOYA a entrepris de regrouper les paysans de l'ethnie hutu dans de véritables camps de concentration, sous prétexte de rétablir la sécurité et combattre les rebelles. Déjà terrorisés par l'armée tutsi, les paysans hutu cultivaient la nuit et se cachaient le jour. Aujourd'hui, ils ne peuvent plus se nourrir et le major BUYOYA les présentent aux médias internationaux à l'état famélique pour justifier la levée de l'embargo.

Excellence Monsieur le Président,

Après 6 mois de pouvoir de terreur du major BUYOYA et sa junte, il apparaît évident que la voie des négociations préconisée par

toute la communauté internationale pour résoudre le conflit burundais, est entrain de s'éloigner pour plusieurs raisons, dont les principales sont les suivantes:

1. La crise burundaise est la résultante d'un Apartheid sauvage et meurtrier, pratiqué par des noirs à l'encontre d'autres noirs. Il s'agit d'un système politico-militaire mis en place par la minorité ethnique tutsi oppressant la majorité hutu depuis l'indépendance du Burundi jusqu'à nos jours.

Le régime putschiste actuel, soutenu par son armée et ses milices, est préparée à commettre toutes les horreurs pour refuser tout processus démocratique ou toute négociation qui voudrait changer ce système d'apartheid noir.

2. Les efforts consentis par les pays de la sous-région des grands Lacs qui ont compris la nature du conflit burundais sont sciemment sabotés par certaines puissances occidentales, à cause notamment des intérêts divers d'hégémonie politique et économique.

C'est ainsi que des pays comme la France, certains milieux et personnalités belges, qui pourtant passent dans l'opinion occidentale comme des défenseurs assidus de la démocratie et des Droits de la Personne Humaine, osent soutenir ouvertement le régime illégal de BUYOYA et sa junte qui pratiquent l'apartheid.

La France se cache derrière des intérêts d'hégémonie francophone, tandis que certains milieux influents de la Belgique ne veulent pas abandonner les liens socio-économiques qu'ils ont tissés depuis longtemps avec les hauts responsables burundais du système d'apartheid noir.

Il est malheureux et regrettable de constater que certains Chefs d'Etat des pays africains francophones, membres de l'OUA, en particulier celui du Congo, du Burkina Faso, et d'autres, du fait qu'ils n'ont pas eu le temps de comprendre la nature et la gravité du conflit burundais, se mettent à défendre le major BUYOYA et sa junte tribalo-terroriste, en essayant de faire lever l'embargo économique qui pèse sur son pouvoir.

3. Profitant de ces incohérences et contradictions dans la communauté internationale vis à vis du Burundi, la junte militaire rejette dans les faits toute idée de négociations, et privilégie le massacre des populations en vue de les soumettre par la terreur, la préparation intensive de la guerre, et l'élimination systématique du contexte burundais de toute référence à la démocratie, et surtout aux résultats des élections démocratiques de juin 1993.

En effet, le major BUYOYA est en train d'incorporer dans son armée déjà monoethnique tous les étudiants tutsis du secondaire et de l'Université, ainsi que tous les miliciens de l'ethnie tutsi qui pullulent dans les centres villes. Parallèlement, le

major BUYOYA prépare la dissolution de l'Assemblée démocratiquement élue , ainsi que le remplacement de la Constitution élue par de nouveaux textes de référence rédigés à la mesure du régime putschiste.

A tout cela s'ajoutent une véritable campagne d'arrestations arbitraires, de harcèlements judiciaires et menaces de mort permanents ,des tortures psychologiques, morales et physiques, savamment pratiquées sur les démocrates qui se trouvent encore au Burundi, et qui osent encore dénoncer les horreurs commises par le régime de BUYOYA et sa junte.

C'est le cas du Président de la République, Son Excellence NTIBANTUNGANYA Sylvestre , qui reste réfugié dans l'Ambassade des USA au Burundi, et qui depuis quelques jours ne peut plus ni téléphoner, ni avoir aucun contact avec l'extérieur.

C'est également le cas du Président et du Vice-Président de l'Assemblée Nationale, des membres dirigeants du FRODEBU encore présents au Burundi, qui sont en véritables résidences surveillées et sont sous un harcèlement judiciaire permanent, et sous des menaces de mort.

C'est aussi le cas du Secrétaire général du FRODEBU, l'Honorable Augustin NZOJIBWAMI, qui après plusieurs mois de harcèlements judiciaires, dont quelques jours passés en résidence surveillée, vient d'être arrêté et emprisonné arbitrairement à la prison centrale de MPIMBA, au mépris de toute référence à la loi. D'autres arrestations arbitraires restent programmées, notamment celle du Président et du Vice-président de l'Assemblée Nationale, du Président du Groupe Parlementaire du FRODEBU, du secrétaire Exécutif du FRODEBU, et plusieurs autres membres.

4. Malgré les nombreux crimes contre l'Humanité commis par la junte tribalo-terroriste, son armée et ses milices , et dûment constatés par les milieux religieux et les ONG, les organismes de l'ONU dont le HCR et les observateurs des Droits de l'Homme, la Communauté Internationale particulièrement l'ONU reste silencieuse. Beaucoup d'observateurs se demandent si le Burundi fait encore parti de l'ONU, et s'il est permis à l'armée burundaise de commettre tous les crimes contre l'humanité sans poursuite aucune de la part des instances habilitées.

Excellence Monsieur le Président,

Vous avez été certainement au courant d'autres faits aussi graves que ceux que nous énumérons dans cette lettre, et cela montre clairement qu'il faut arrêter cette situation par tous les moyens. Les crimes et les autres horreurs qui se passent au Burundi dépassent de loin en intensité tout ce que n'importe quel pays du monde aurait connu dans l'histoire récente de l'humanité.

Nous nous permettons de Vous suggérer les voies qui peuvent amener le Burundi à arrêter et à trouver une solution durable et définitive à ce grave conflit qui frappe le Burundi.

1. Tous les pays de la sous-région qui ont bien compris la nature du conflit burundais devraient engager une offensive diplomatique de grande envergure en vue d'apporter plus d'éclaircissements aux autres nations qui n'ont pas encore saisi que le conflit est bel et bien basé sur un système d'apartheid noir, meurtrier et non avoué. Dans ce contexte, il est capital que l'OUA et tous ses pays membres expriment clairement le rejet total d'un autre système d'apartheid en Afrique, et exigent le démantèlement immédiat et inconditionnel de ce système qui fait hélas aujourd'hui la honte de l'Afrique.

2.Parallèlement , eu égard aux nombreux crimes contre l'humanité commis par la junte Burundaise et son armée, les pays de la sous-région doivent déployer leur diplomatie pour amener l'OUA et le Conseil de Sécurité de l'ONU à prendre des mesures adéquates, dont la condamnation et l'isolement total du régime BUYOYA, l'embargo militaire, la protection des populations, et l'accusation ferme du système horrible d'apartheid noir et ses instigateurs devant les instances habilitées.

3.Les Chefs d'Etat de la Sous-région doivent poursuivre et renforcer les sanctions prises contre la junte, en soutenant les pays qui supportent directement l'embargo et en rappelant à l'ordre ceux qui auraient tendance à relâcher ou à tricher tel qu'on le remarque ces derniers jours. Tous les pays doivent consacrer un isolement politique , diplomatique et économique total de la junte , en vue de l'amener vers la voie des négociations préconisée par la Communauté Internationale.

4.Toute la Communauté Internationale et particulièrement les pays de la sous-région doivent soutenir sur le plan politique, diplomatique et matériel, les démocrates burundais et leurs élus que la junte militaire essaie de réduire au silence.

Excellence Monsieur le Président,

Nous ne pouvons pas prétendre expliquer toute la complexité du problème burundais à travers une simple lettre, mais nous espérons que ces quelques éléments Vous permettront d'apporter votre précieuse contribution dans la résolution de ce conflit, à travers les différentes démarches politiques que Vous entreprenez et à travers les forums auxquels Vous allez participer.

Etant déjà engagé dans la recherche d'une solution à la crise burundaise et dans d'autres pays depuis longtemps, Vous avez certainement une longueur d'avance sur les autres collègues, qui Vous permettra d'avancer des propositions capables de sauver le Burundi. Nous Vous remercions déjà pour tout ce que Vous faites pour notre peuple, surtout pour le refuge que Vous avez bien voulu accorder à nos compatriotes qui ont fui le Burundi.

Vous avez pu venir à bout de l'apartheid qui rongait l'Afrique du Sud, des graves conflits qui ont fait beaucoup de victimes en Angola, au Mozambique, en Namibie, il n'y a aucune raison pour que l'Afrique échoue devant le conflit burundais.

Veillez agréer, Excellence Monsieur le Président, l'assurance de notre plus haute considération.

**Le Président du Parti "Front pour
la Démocratie au Burundi (FRODEBU)"**

Honorable Dr MINANI Jean